

L'économie de la littérature

Claude Lemelin

Volume 12, numéro 3, mai-juin 1970

L'exploitation de l'écrivain : son travail et son salaire

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/60289ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lemelin, C. (1970). L'économie de la littérature. *Liberté*, 12(3), 23-29.

L'économie de la littérature

De tout temps et en tout lieu, il s'est trouvé des philistins pour clamer que la société pourrait facilement faire l'économie de la littérature. Les esprits subtils n'ont pas manqué pour répliquer que la littérature était au contraire un bien inestimable qu'il fallait éviter d'avilir par des considérations d'ordre économique. La littérature n'avait pas de prix ; il ne fallait donc pas s'étonner qu'elle ne puisse faire vivre son homme. Et pendant qu'un certain romantisme fixait dans la conscience bourgeoise l'image du poète consumé par l'alcool, la vie de café, son art et quelque demoiselle de bas étage, la petite histoire de la littérature racontait dans le menu détail les ennuis d'argent d'écrivains dont les maisons d'édition et Radio-Canada font aujourd'hui leurs beaux dimanches.

Telle n'a pas été et telle n'est pas aujourd'hui, certes, la condition de tous les écrivains. Un héritage, une profession parallèle, un mécène privé ou public ont permis à plusieurs de vivre confortablement. D'autres ont pu, grâce à la faveur du public-lecteur, se lancer dans l'immeuble et même dans l'industrie. Je ne veux nommer personne, mais je tiens à signaler que mon père n'a jamais fait de littérature.

Il est toutefois indéniable que la condition économique de l'honnête travailleur littéraire, celui dont nul Goncourt ou club-du-livre ne moussera jamais l'oeuvre, a été et demeure

anormalement précaire. Les champions du capitalisme s'en réjouiront, en citant toutes les oeuvres que l'humanité doit aux nécessités économiques. Les marxistes s'en féliciteront, en rappelant qu'en cela la condition de l'écrivain n'est pas très différente de celle des masses laborieuses. Seuls, et c'est normal, les écrivains s'en plaindront ; et c'est à leur intention que j'esquisserai dès à présent l'économie de la littérature.

L'écrivain est-il exploité ? C'est la question que j'ai cru lire entre les lignes du thème de cette huitième Rencontre des écrivains. Et à cette question je dois répondre : hélas ! non . . . Car exploiter, comme nous le rappelle le petit Robert, ce n'est pas seulement abuser d'une chose à son profit ; c'est surtout faire valoir, utiliser méthodiquement cette chose. Or, pour des raisons qui tiennent à l'organisation et au financement de l'industrie littéraire, le potentiel de production que représentent les écrivains est fort mal exploité.

Il va sans dire que mes remarques se situent dans le cadre de l'économie dite capitaliste. Je vous ferai grâce de comparaisons aussi odieuses que stériles entre vos servitudes et celles qui grèvent la condition de l'écrivain en économie dite socialiste.

Cette industrie littéraire, j'aurais d'abord voulu vous la décrire aussi concrètement que possible. Malheureusement, les statisticiens n'en reconnaissent pas encore l'existence. Le Bureau fédéral de la statistique recense bien chaque année l'activité des maisons d'édition et d'impression. Le cahier No 36,203 du B.F.S. vous apprendra qu'il y avait au Québec en 1967, 248 entreprises de ce genre ; leur valeur ajoutée, c'est-à-dire leur production nette, était évaluée à environ 121 millions de dollars ; elles ont versé cette année-là quelque 60 millions de dollars à 9,512 employés.

Mais cette catégorie statistique comprend des entreprises aussi diverses que La Compagnie de publication de la Presse, le Financial Times of Canada, Les Editions du Jour, Harvest House, Le Golf and Club News Incorporated, le Centre du rosaire, la Terre de Chez Nous, la Voix Gaspésienne et le Centre de psychologie et de pédagogie. Non seulement est-il impossible de séparer dans toute cette édition et cette impression ce qui est de langue française de ce qui est de langue

anglaise, mais les chiffres ne nous permettent pas de distinguer la presse quotidienne ou périodique de l'édition d'ouvrages ; et parmi ces ouvrages, ce qui est scientifique et scolaire de ce qui est proprement littéraire.

Ces distinctions seraient-elles possibles qu'elles donneraient, à mon avis, une image fort incomplète de ce qu'est l'industrie littéraire. Car enfin, le livre n'est pas l'unique support matériel de la littérature. Il faudrait encore voir du côté du théâtre, du film, du disque, de la radio et de la télévision tout ce que l'ouvrier du mot contribue à produire et tout ce qui contribue à assurer sa subsistance.

Devant cette carence de renseignements pourtant élémentaires, les écrivains devraient exiger au plus tôt du ministère des affaires culturelles qu'il entreprenne une analyse économique de leur industrie. Entre-temps, je me permettrai de raisonner *a priori* ; c'est d'ailleurs la technique d'analyse préférée des économistes, qui ont en commun avec les auteurs de fiction bien plus qu'ils ne veulent généralement l'admettre.

« Un livre n'est pas un objet comme les autres. Quand on le tient dans sa main, on ne tient que du papier ; le livre est ailleurs. »

Cette phrase de Robert Escarpit, reproduite dans le programme de la Rencontre, est en quelque sorte une définition économique de l'activité littéraire. Pour employer le langage des économistes, l'écrivain est un producteur de services intangibles, services qui ont pour objet d'inspirer, de divertir, d'exalter et même d'instruire celui qui les consomme.

Ces services sont le plus souvent produits à titre individuel, selon le mode artisanal. La création collective en est encore à ses premiers balbutiements en ce qui a trait à la littérature écrite, même si la technologie l'a imposée aux travailleurs littéraires qui ont tenté l'expérience du cinéma, de la radio ou de la télévision.

Mais la solitude légendaire de l'écrivain devant la page blanche a quelque chose de trompeur. Léon Walras a été un des premiers économistes à se pencher sur les problèmes particuliers que pose la production littéraire — comme d'ailleurs les autres formes de production intellectuelle, telles la re-

cherche scientifique fondamentale et appliquée et les autres formes de création artistique. Dans un essai remarquable publié en 1880 et intitulé « De la propriété intellectuelle », Walras signale que :

« nous ne devons ni les unes ni les autres (les idées artistiques, littéraires, scientifiques et industrielles) exclusivement à leurs auteurs et inventeurs. Nous devons toutes ces idées non seulement à ces auteurs et inventeurs, mais aussi à d'autres artistes, littérateurs, savants et ingénieurs qui les ont précédés. C'est une chose incontestable que Leibnitz ou Newton n'auraient pas trouvé le calcul infinitésimal sans les travaux de Descartes et des autres mathématiciens du XVII^e siècle, que Fulton ou Papin, Séguin ou Stephenson n'auraient pas fait leurs inventions sans celle de Watt. Il n'est pas plus douteux que Raphaël et Michel-Ange se sont inspirés de l'art grec et romain, Molière de Térence et de Plaute, Mozart de Haydn et de Cimarosa. Le point de vue de la critique moderne, qui fait voir jusqu'à quel point les oeuvres de la littérature et de l'art sont un produit du milieu social où ont vécu leurs auteurs, est parfaitement fondé et nous est ici d'un puissant secours. Ce point de vue tranche la question de justice en ce sens que les idées scientifiques, industrielles, artistiques et littéraires appartiennent pour une part seulement à leurs auteurs et pour une part à la société. »

Il est une autre particularité du service littéraire qui le rend irréductible, *stricto sensu*, au type d'organisation industrielle et de financement qui prévaut en régime capitaliste. C'est que, contrairement au service médical ou au service juridique, le service littéraire peut être en quelque sorte emmagasiné dans un objet matériel. Ce fut d'abord la mémoire de l'homme, puis l'imprimerie ; ce sont de plus en plus le film, le disque, le magnétoscope. Ce support matériel confère à la littérature une permanence, un caractère impérissable de plus en plus accusé ; mais en même temps, il rend à peu près impossible toute mesure de la quantité produite et consommée.

Permettez-moi une analogie que d'aucuns jugeront peut-être d'un goût douteux entre le livre et le réfrigérateur. Il

s'agit dans les deux cas d'objets matériels qui « contiennent » en quelque sorte un certain quantum de services. On peut assez facilement mesurer les services pouvant être tirés du réfrigérateur. En supposant qu'il reste branché pendant ses quinze années d'existence, il fournira 131,400 heures-refroidissement d'un volume donné.

Mais combien d'heures-lectures « contient » un roman tiré à 15,000 exemplaires ? Certains ne seront jamais lus et serviront plutôt à habiller les tablettes de quelque bibliothèque d'apparat ; d'autres seront lus et relus plusieurs dizaines de fois par leurs propriétaires, leurs amis et même leurs descendants. Un certain nombre d'exemplaires enfin, déposés dans les bibliothèques publiques, seront lus des milliers de fois chaque année.

Pourtant, chaque exemplaire se vendra au même prix. Et il est impossible qu'il en soit autrement, puisque l'on ne peut établir à l'avance la quantité d'heures-lecture devant être fournie par chaque exemplaire.

Comme dit fort élégamment Léon Walras, « les idées, en général, ne sont pas rares par elles-mêmes ; au contraire, leur nature immatérielle leur communique presque toujours l'illimitation dans la quantité. Il y en a tout de suite pour tout le monde et pour tout le monde à discrétion ; et en effet c'est le propre des choses immatérielles que de se partager sans s'amoindrir, de se répandre en se multipliant. »

Il est une autre particularité du service littéraire qui rend encore plus complexe sa production, son appropriation et sa consommation. C'est que la valeur attribuée par l'agent économique au service littéraire est en partie indépendante de la quantité qu'il consomme et du nombre d'ouvrages qu'il achète.

Je ne suis pas grand amateur de poésie ; mais je tiens à ce qu'il s'en écrive et qu'il s'en publie et je suis prêt à en payer le prix. Trop nombreux sont les Québécois qui n'entrent jamais dans une librairie ; ils tiennent pourtant à ce qu'il existe une littérature québécoise. D'autres jugent la littérature inutile et improductive ; ils ne nieront cependant pas à certains de leurs concitoyens d'en produire et d'en consommer.

En conséquence, la dimension purement marchande de l'industrie littéraire, c'est-à-dire la demande qui se manifeste directement par l'achat d'ouvrages publiés chaque année à prix donnés, est une mesure grossièrement inadéquate de l'utilité sociale de cette activité économique. Pour mesurer la demande réelle de services littéraires, il faut plutôt utiliser un double indicateur d'utilité : un indicateur d'existence et un indicateur de consommation, ce dernier étant, lui-même, nous l'avons signalé plus tôt, très approximatif.

Il s'ensuit qu'il faut utiliser un double mécanisme d'allocation de ressources si l'on veut que la production littéraire atteigne son niveau optimal : le marché, c'est-à-dire le volume des ventes en librairie, et le gouvernement, soit le volume de subventions que la collectivité est disposée à verser aux travailleurs littéraires pour assurer l'existence de la littérature.

Il est une troisième caractéristique de l'industrie littéraire qui lui impose un mode d'organisation et de financement différent de celui de la plupart des autres industries. C'est qu'une fois accompli l'acte de création, une fois qu'il est inscrit dans un support matériel, toute extension de la diffusion et de la consommation du service littéraire se fait à un coût extrêmement faible.

Il est banal de constater que l'augmentation du tirage d'un livre en réduit considérablement et plus que proportionnellement le coût unitaire, que la nième projection d'un film ne coûte qu'une quantité infime d'électricité ainsi que l'usure de la pellicule et du projecteur. Mais on néglige trop souvent de saisir les implications économiques de cette donnée technique de la production des services culturels. C'est, premièrement, qu'il est socialement inefficace de restreindre artificiellement la diffusion de ses services à la demande apparaissant « spontanément » sur le marché à un prix fixé plus ou moins arbitrairement. C'est, deuxièmement, qu'une fois rémunéré adéquatement l'acte de création de l'écrivain, rien ne justifie qu'il perçoive des honoraires supplémentaires, à mesure que s'accroît la diffusion et la consommation de sa production.

Nous touchons là, bien sûr, le problème très controversé des droits d'auteurs. Qu'il me soit permis, encore une fois, de citer Léon Walras.

« La question de la propriété intellectuelle est donc tout autre que celle de la propriété ordinaire, et il y a d'autant plus lieu de l'approfondir que la richesse intellectuelle, une fois constituée comme richesse sociale, non par la nature mais par la loi, sera l'objet d'un monopole. Tandis que, antérieurement à cette constitution, nous lisons le roman pour le prix du papier et de l'impression et entendons la symphonie sans payer autre chose que l'exécution, il arrivera que l'auteur, une fois nanti de leur droit, nous distribuerons leur idée en limitant la quantité en vue du plus grand bénéfice possible. Ce n'est pas du tout un cas particulier de la théorie générale de la propriété que celui qui consiste à transformer en monopole artificiel une chose naturellement gratuite. »

« Il est assurément contraire à l'intérêt général que des choses utiles, illimitées en quantité, soient transformées en monopoles, de telle sorte qu'au lieu de les avoir gratuitement, nous soyons obligés de les payer au prix de bénéfice maximum. Mais d'un autre côté, il est également contraire à l'intérêt général que les travailleurs intellectuels ne puissent tirer aucun parti de leurs idées ; car il est certain qu'alors la recherche des théories scientifiques, la poursuite des inventions industrielles, la composition des oeuvres d'art et de littérature serait, sinon tout à fait abandonnée, du moins considérablement négligée. Elle ne serait pas tout à fait abandonnée parce que la curiosité scientifique et industrielle, la passion artistique et littéraire sont pour certains hommes un stimulant très énergique qui leur fait braver tous les obstacles. Mais elle serait considérablement négligée pour deux raisons : d'abord parce qu'à côté des hommes assez peu nombreux à qui suffit ce stimulant, il y en a beaucoup d'autres pour lesquels l'appât d'un gain à réaliser est nécessaire ; et ensuite parce que même les premiers et les plus désintéressés, s'ils ne tirent de leurs travaux aucun résultat pécuniaire qui les aide à vivre, se trouvent hors d'état de les continuer. »

CLAUDE LEMELIN